DE L'ARGENT, IL Y EN A!



Gel des salaires dans la fonction publique, blocage des pensions des retraites, hausse des franchises médicales, coupes dans les services publics...

Le budget Lecornu maintient le cap de l'austérité. Depuis que les prix augmentent, nos salaires stagnent. Dans le public, le gel du point d'indice a fait perdre plus de 23 % de pouvoir d'achat en 20 ans. Dans le privé, les augmentations négociées dans les branches et les entreprises (les "NAO") ne compensent pas l'inflation. Résultat : les travailleurs et

travailleuses produisent toujours plus de richesses... mais n'arrivent **pas à vivre de leur travail.**

Alors que le Smic est trop faible, l'ensemble des salaires se tassent, et 50 % des salarié-es gagnent moins de 2190 euros Net par mois!

Ce n'est pas un problème d'argent, c'est un problème de partage

Notre travail crée les richesses : on veut notre part.

Seul notre travail crée la richesse, et il en crée de plus en plus! Mais sa répartition entre les profits pour quelques-uns et les salaires pour tous les autres se fait clairement au détriment des salarié es!

C'est le <u>"coût du capital"</u> qui explose!

Chaque année, 211 milliards d'euros d'aides publiques sont versés aux entreprises sans contrôle ni contrepartie. Les dividendes explosent: +50 % en cinq ans, un record mondial. Les grandes fortunes continuent d'accumuler: les 500 familles les plus riches possèdent 40 % du revenu national!



La CGT revendique justice sociale + justice discale

le gouvernement s'obstine dans le choix de réduire les dépenses publiques et sociales, alors que c'est justement **par les salaires, l'emploi et les services publics** qu'on peut relancer l'économie et répondre aux besoins.

Nos revendications sont claires :

- Augmentation des salaires, dans le privé comme dans le public.
- SMIC à 2 000 € brut, et indexation de tous les salaires sur l'inflation pour ne pas perdre en niveau de vie
- Égalité salariale entre les femmes et les hommes,
- Contrôle et conditionnement des aides publiques aux entreprises à des créations d'emploi et à des hausses de salaires.
- ▶ **Mise en place d'une taxe plancher** sur les ultra-riches : faire contribuer les 1800 foyers qui détiennent plus de 100 millions d'euros de patrimoine.

Alors, on s'organise!

Dans nos entreprises, nos administrations, nos établissements :

- discutons salaires, partageons nos revendications, préparons les NAO!
- multiplions les initiatives locales, actions, réunions d'infos

Ensemble, imposons une autre répartition des richesses, au national en mettant la pression sur le vote du budget et dans nos entreprises et services en gagnant des augmentations de salaires

LE MARDI 2 DÉCEMBRE en grève et manifestation, on se saisit de cette journée de mobilisation pour l'augmentation des salaires et l'enterrement du budget d'austérité!